



Observatoire de
l'administration
publique

ENAP

Télescope, juin 1995, volume 2, numéro 2

L'évolution des dépenses publiques au Canada (Le point - juin 1995)

*Christian Dufour
Jean-Yves Therrien*

Introduction

Les derniers mois ont constitué un tournant dans le dossier des finances publiques au Canada.

Un tournant dans les six premiers mois de 1995

Six provinces ont rendu public coup sur coup un budget équilibré pour l'année fiscale 1995-1996 : la Colombie-Britannique, la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve.

Pour sa part, le gouvernement fédéral a proposé un plan important de compressions dans son budget du 27 février dernier. Il y a pris un certain nombre d'engagements chiffrés qui, s'ils sont respectés au cours des deux ou trois prochaines années, auront un impact considérable sur tous les domaines de l'administration publique, à Ottawa et dans les provinces. Parmi celles-ci, les deux plus peuplées, le Québec et l'Ontario ont procédé dans leurs derniers budgets à un gel des dépenses.

À l'aide de certains indicateurs chiffrés, nous présentons dans ce numéro du *Télescope* l'évolution des dépenses publiques au Canada au cours de la période 1971-1993. Nous examinons également la situation financière plus récente, résultant des budgets qui ont été déposés depuis le début de l'année 1995. Pour ce faire, nous utilisons des indicateurs relatifs aux variations des dépenses de programmes et des soldes primaires.

Bref rappel historique 1971-1993

Il est intéressant de faire un rapide survol de l'évolution des dépenses des administrations publiques au Canada au cours des vingt dernières années.

On peut diviser la période 1971-1993 en cinq parties d'une durée inégale, selon les cycles économiques. À la décennie de prospérité s'étendant de 1971 à 1980, succède une première récession au cours des années 1981 et 1982, elle-même suivie d'une reprise qui se prolongera jusqu'en 1989. L'économie canadienne sera à nouveau en récession durant les années 1990 et 1991, pour reprendre peu à peu de la vigueur en 1992 et 1993.

Dans le graphique 1^(G1), la nature de ces cinq périodes de récession ou de prospérité ressort bien des deux premières données : le pourcentage d'augmentation du Produit intérieur brut (PIB) en regard du taux d'inflation. Apparaissent également dans le graphique deux autres données : l'accroissement des dépenses gouvernementales en matière de transferts aux personnes⁽¹⁾, ainsi qu'en matière de production de biens et services⁽²⁾.

Il ressort de cet historique deux constatations majeures. La première est que, ces derniers vingt ans, les gouvernements canadiens ont été capables de contrôler de plus en plus efficacement la croissance de leurs dépenses de biens et services, incluant les dépenses en matière d'éducation et de santé : on passe d'une croissance dépassant l'inflation de 6 points pour la période 1971-1980, à une croissance presque égale à l'inflation (+ 0,1 %) en 1992-1993. Deuxième constatation : les mêmes gouvernements canadiens n'ont pas réussi à contenir la progression des transferts aux personnes.

Ces transferts ont toujours dépassé l'accroissement de la richesse collective, sauf durant la période de prospérité 1983-1989.

Mais même durant cette période, les transferts aux personnes progressaient de 7,2 % par rapport à 8,2 % pour le PIB, alors que dans une période de prospérité économique, on aurait dû s'attendre à un taux plus bas, voire à une diminution de ces paiements, surtout aux chômeurs et aux assistés sociaux.

Difficulté des gouvernements à freiner la progression des transferts aux personnes

Les efforts de compression (1994-1996)

Le graphique 2^(G2) rend compte de l'augmentation ou de la diminution des dépenses de programmes⁽³⁾ de tous les gouvernements au Canada au cours de la dernière année fiscale (1994-1995) et de celle en cours (1995-1996). On peut en tirer un certain nombre de constatations, la plus évidente étant la variation importante dans les efforts de compression faits jusqu'à présent par les différents gouvernements.

Pendant la première année de référence (1994-95), seule l'Alberta a diminué ses dépenses de façon importante (- 11 %). Les autres gouvernements ont procédé

au mieux à des gels ou des quasi-gels (moins de 1 % d'augmentation). Certaines provinces ont même augmenté de façon substantielle leurs dépenses (Saskatchewan 4,7 %, Terre-Neuve 4,2 % et Colombie-Britannique 3,6 %).

La deuxième année de référence (1995-1996) montre bien qu'à l'exception notable de la Colombie-Britannique, les compressions sont maintenant devenues la règle au Canada. Le gouvernement fédéral (47 % des dépenses de programmes au Canada) prévoit des compressions de l'ordre de 3,6 %, alors qu'au Québec et en Ontario (33 % des dépenses de programmes), on a gelé les dépenses, reportant ainsi les efforts les plus importants aux deux années subséquentes.

Un contexte encore difficile

Pour chaque gouvernement, le graphique 3^(G3) indique le pourcentage du service de la dette par rapport aux revenus en 1995-1996, de même que le surplus ou le déficit primaire⁽⁴⁾ prévu pour la même année fiscale, toujours par rapport aux revenus. On voit ainsi que la Saskatchewan a atteint l'équilibre budgétaire en 1995-1996 avec un surplus primaire de 17,4 %, alors que son service de la dette est 16,9 %.

La situation financière de la totalité des gouvernements du pays est en voie d'amélioration, comme le montre dans le graphique la progression des surplus primaires des gouvernements depuis 1993-1994.



Amélioration d'une situation qui reste sérieuse

Mais ce qui ressort également du graphique 3^(G3), c'est la situation difficile de trois gouvernements : le Québec (surplus primaire 5,8/service de dette 16,2), l'Ontario (2/18) et surtout Ottawa (12,5/37). Il reste beaucoup de chemin à faire, en particulier au sein des gouvernements qui représentent plus des quatre cinquièmes des dépenses canadiennes.

Conclusion

Si les prévisions faites par les divers gouvernements dans leurs budgets 1995 se réalisent, les besoins financiers nets de l'ensemble des gouvernements au Canada seront de 22 milliards \$ en 1996-1997, alors qu'ils atteignaient 62 milliards \$ en 1992-1993. Ces gouvernements auront ainsi réussi à diminuer leurs besoins financiers annuels de 40 milliards \$ en quatre ans.

Cependant, il faut se souvenir que lors de la dernière récession, ces mêmes besoins financiers étaient passés de 26 à 62 milliards \$ entre 1989-1990 et 1992-1993, une augmentation de 36 milliards \$ sur trois ans.

Les progrès qui ont été accomplis jusqu'à présent et ceux qui sont prévus pourraient donc être annulés par une autre récession économique, vraisemblablement accompagnée d'une flambée des dépenses, en particulier dans le secteur des transferts aux personnes.

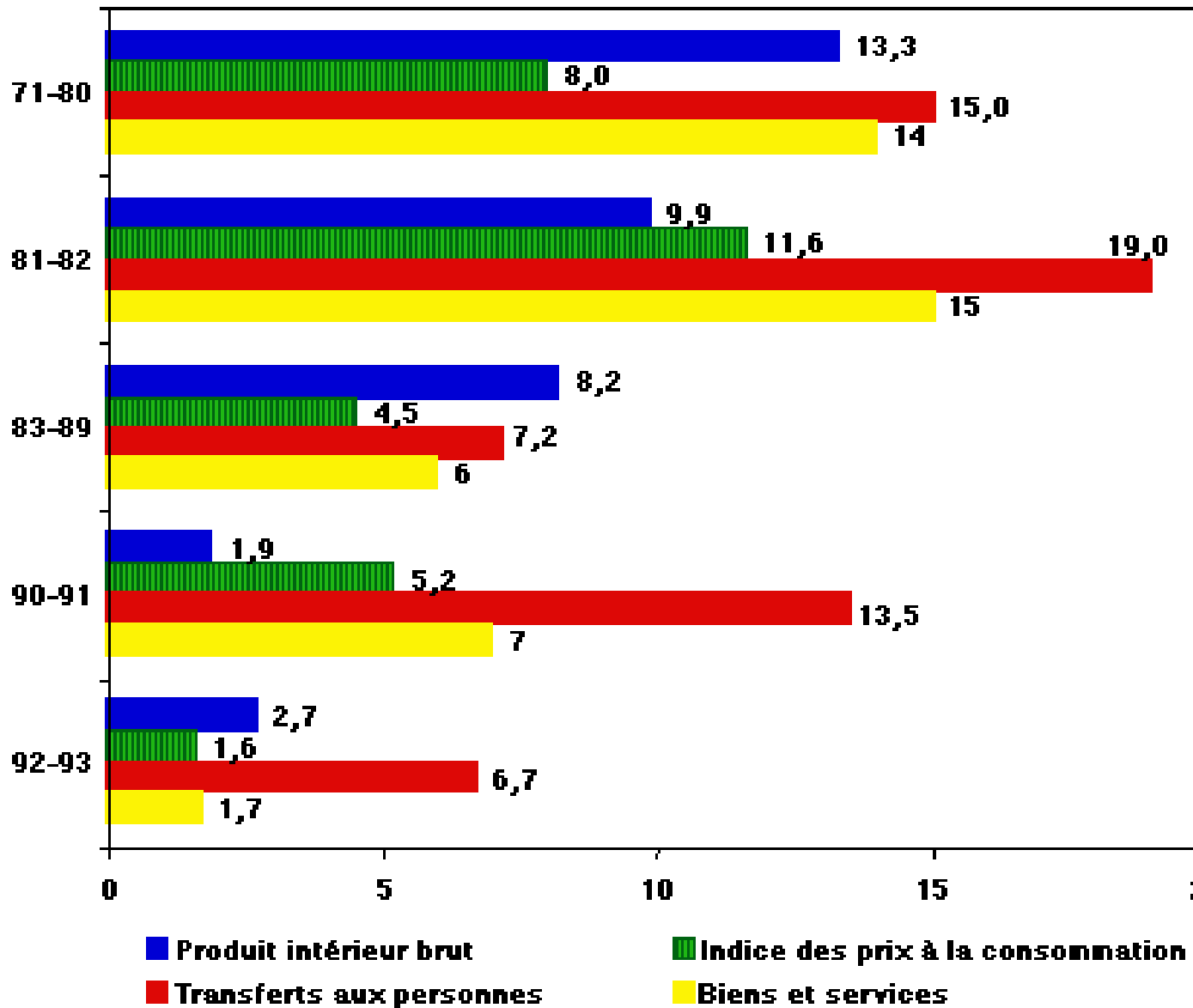
**Fragilité des progrès réalisés en cas de
ralentissement économique**

NOTES

1. Principalement assurance-chômage, aide sociale et sécurité de la vieillesse.[retour](#)
2. Ensemble des dépenses, incluant les dépenses en matière d'éducation et de santé, moins les transferts aux personnes et le service de la dette.[retour](#)
3. L'ensemble des dépenses, moins le service de la dette.[retour](#)
4. Les recettes moins les dépenses de programme.[retour](#)

GRAPHIQUE 1

Accroissement du PIB, de l'IPC et des dépenses*
des administrations publiques, Canada, 19971-1993
(Taux annuel moyen en pourcentage)



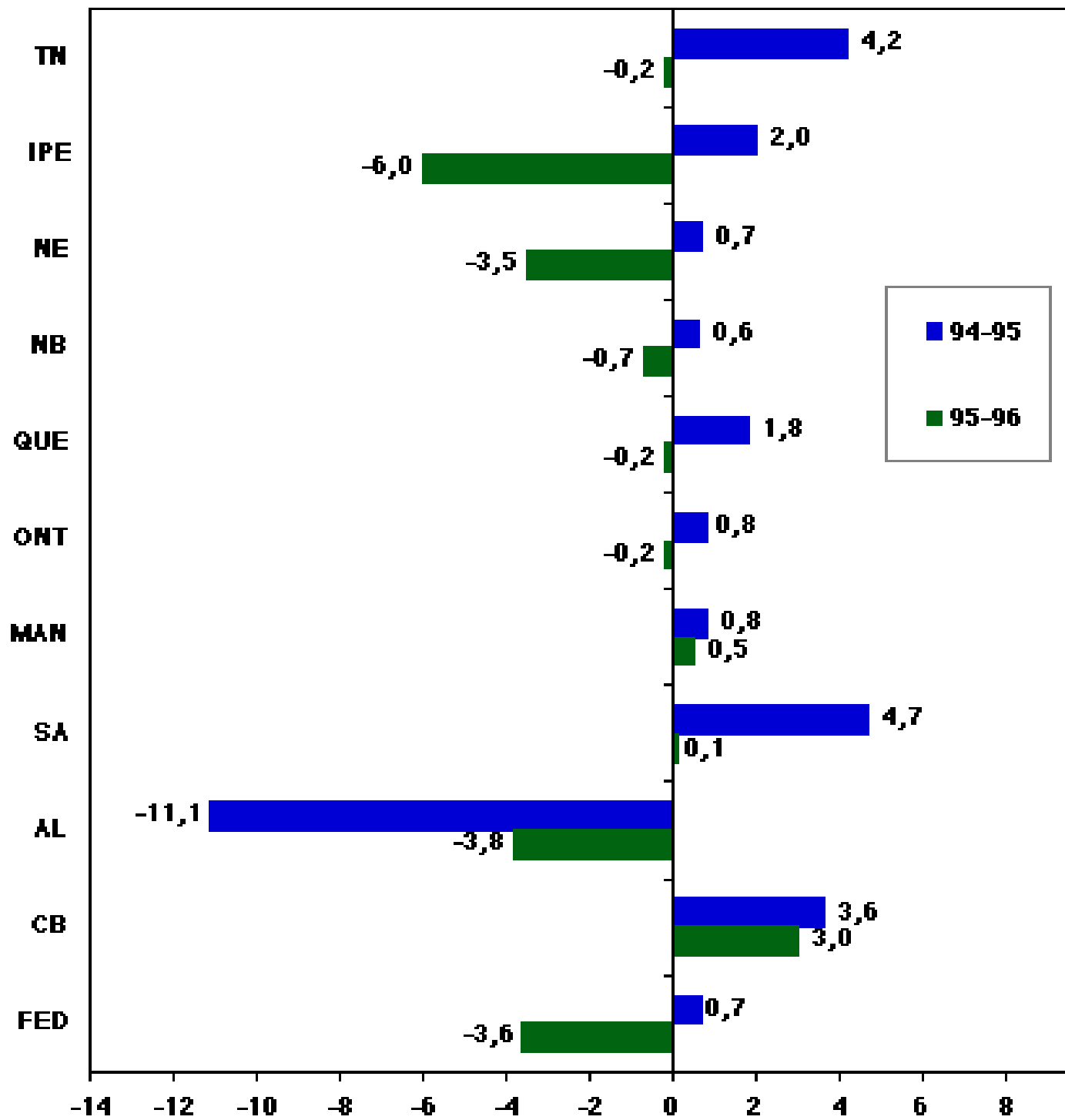
*les transferts aux personnes excluent les dépenses au titre du Régime de rentes du Québec et du Régime de pensions du Canada

Source : Compilation de l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP, à partir des données de Cansim, comptes économiques, juin 1994.

[retour](#)

GRAPHIQUE 2

Variations des dépenses de programmes par rapport à l'année antérieure, provinces et fédéral 1994-1996

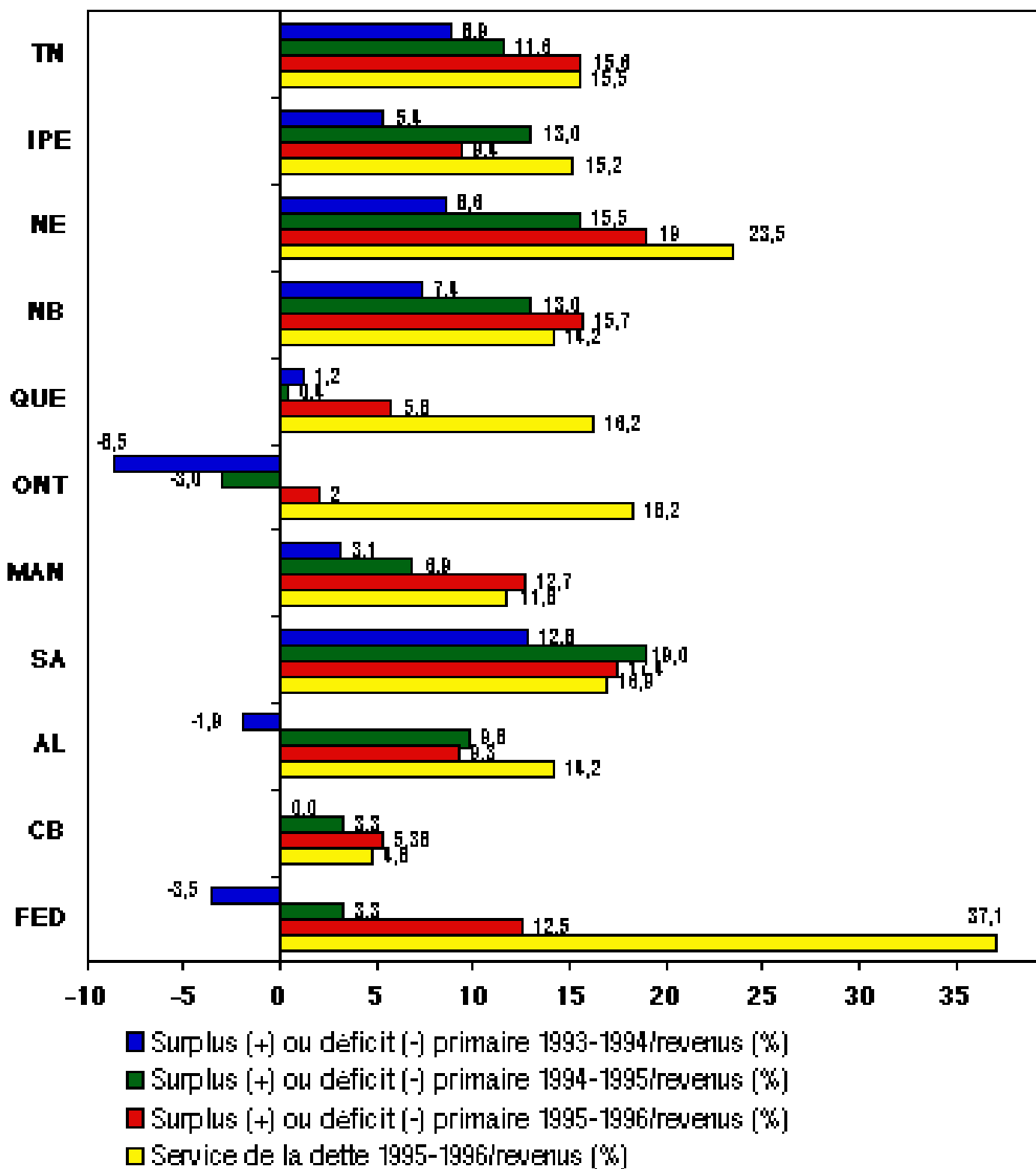


Source : Compilation de l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP, à partir des données de Cansim, comptes économiques, juin 1994

[retour](#)

GRAPHIQUE 3

Surplus (+) ou déficit (-) primaires*, 1993-1996,
et service de la dette, 1995-1996,
provinces et fédéral, Canada



*Les recettes moins les dépenses de programmes

Source : Compilation de l'Observatoire de de l'administration publique de l'ENAP, à partir des données de Cansim, comptes économiques, juin 1994

École nationale d'administration publique, Québec